



Bulletin N°5 août 2006

NB: Il est possible que certains d'entre vous reçoivent ce bulletin à plusieurs exemplaires, n'hésitez pas à nous le signaler. Si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin ou si vous voulez réagir d'une manière ou d'une autre, prière d'envoyer un message exclusivement à l'adresse suivante: <mailto:nonalaguerre@bluewin.ch>.

Gaza et Beyrouth : une barbarie asymétrique

Entretien conduit par Geraldina Collotti et publié dans le quotidien italien *Il Manifesto*, le 28 juillet 2006.

Gilbert Achcar, politologue d'origine libanaise, est un collaborateur du *Monde Diplomatique*, et l'auteur du *Choc des barbaries* (10/18, Paris 2004), un petit livre centré sur l'analyse de la situation politique au Moyen-Orient et la progression de l'intégrisme islamique.

D'après les médias nord-américains, c'est la violence du Hezbollah – au cœur d'un plan de déstabilisation islamique de la région – qui a provoqué la riposte israélienne. Etes-vous d'accord ?

L'opération militaire du Hezbollah, comme l'a déclaré Nasrallah lui-même, avait été préparée depuis longtemps et concertée avec leurs alliés, mais l'offensive militaire israélienne, comme l'a révélé la presse en hébreu, a, elle aussi, été planifiée longtemps à l'avance. Elle visait à détruire les infrastructures du Liban, c'est-à-dire les moyens de subsistance de la population, et à faire appliquer par la force la résolution 1559 qui avait été adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en 2004 : retrait des troupes syriennes du Liban, désarmement des groupes armés du pays, c'est-à-dire du Hezbollah et des Palestiniens des camps de réfugiés. Quand Israël déclare exiger l'application intégrale de la résolution 1559, il fait preuve d'un culot inouï : on attend encore, depuis presque quarante ans, qu'Israël applique la résolution 242 qui exige son retrait à l'intérieur des frontières préalables à la guerre de juin 1967.

Les Etats-Unis et Israël sont obsédés par la question de l'ennemi principal. Autrefois, c'était l'Union Soviétique, aujourd'hui – au Moyen-Orient – c'est l'Iran et l'alliance qui le soutient sur de fortes bases régionales : des chiites en Irak, au régime syrien (ennemi secondaire, ainsi que mal mineur pour Israël, qui autrement aurait le chaos à sa frontière avec la Syrie), au Hezbollah (lié

idéologiquement à l'Iran) et au Hamas (une organisation sunnite), qui permet à l'Iran de rallier contre les Etats-Unis et Israël tout un front islamique, et pas seulement une alliance chiite. Pour monter l'opinion publique contre le Hamas et le Hezbollah, les régimes les plus asservis aux Américains, comme les régimes saoudien, jordanien et égyptien, essaient en fait de jouer la carte du confessionnalisme. Jouant sur l'antagonisme chiite-sunnite, ils prétendent que l'Iran cherche à entraîner les Arabes dans une guerre qui ne les regarde pas. Aujourd'hui, cependant, les héros d'une opinion publique dégoûtée par la veulerie des Etats arabes sont le Hamas et le Hezbollah. Nasrallah, le leader du Hezbollah, est certainement plus populaire que Ben Laden, qui avait trouvé un crédit chez ceux qui sont animés par une hostilité très radicale contre l'Occident, mais avait rebuté la majorité de l'opinion publique par ses actions terroristes, au sens véritable du terme. Or ce label, terroriste, transformé en catégorie quasi-métaphysique, on essaie de l'appliquer à presque toutes les formes d'opposition armée, de la résistance à l'occupant jusqu'à Ben Laden, à toutes les formes d'opposition radicale à l'Occident.

Vous utilisez, par contre, le concept de barbaries asymétriques. Qu'est-ce que ça veut dire ?

Le terrorisme des puissants et celui des victimes – à mon sens – sont tous les deux barbares, mais de façon asymétrique. Ils sont différents dans leurs causes, leurs responsabilités et leurs conséquences et, de ce fait, ne peuvent pas être placés sur le même plan.

Les attentats-suicides du Hamas, qui sont actuellement suspendus, sont peu de choses en regard de la violence de l'oppression israélienne : dans le dernier conflit, le nombre de morts palestiniens ou libanais est plus de 10 fois supérieur à celui des morts israéliens. Et au Liban, il ne s'agit encore que des cadavres recensés, alors qu'on se demande combien il y en a encore sous les décombres des immeubles détruits. Plus de 90 % des victimes de l'agression israélienne ne sont pas des combattants, mais des civils. La capture d'un soldat israélien par des Palestiniens a conduit à l'assaut contre Gaza, alors qu'Israël détient près de 10 mille prisonniers palestiniens, dont la plupart sont des civils enlevés dans le territoire qu'Israël occupe illégalement depuis 1967, en violation des lois internationales. Il ne faut pas se laisser berner par l'hypocrisie du discours dominant en Occident.

A quelle aune doit-on alors évaluer les actions accomplies par le Hamas contre les civils ?

Dans certaines parties du monde, on ne saurait rester neutre ; la priorité, c'est de se battre contre l'occupation et la guerre. Et il existe une différence de méthode entre des organisations comme celle de Ben Laden et d'autres comme le Hamas et le Hezbollah. Alors que la première croit qu'un réseau armé, en se substituant aux luttes de masse, peut obliger l'impérialisme à se retirer par un recours au terrorisme, les secondes sont des organisations de masse qui ont recours à certaines actions armées seulement de manière secondaire.

Elles ont des structures semblables à celles de partis de masse et offrent une organisation sociale qui se substitue à celle du gouvernement. Leurs visions du monde, religieuses et intégristes sont, cependant, assez semblables. Et donc, de là à teindre en rouge les modèles réactionnaires qu'elles représentent et les considérer comme des alliées des forces qui se battent pour l'alternative, il s'en faut de beaucoup. De l'Irak à la Palestine, c'est la même tragédie : l'absence totale de forces progressistes crédibles, et l'hégémonie sur les luttes populaires de la part de courants intégristes qui, en Irak par exemple, mènent une bataille, certes, légitime contre l'occupant, mais aussi une guerre qui est tout sauf légitime contre les chiites et contre ce qu'ils appellent « l'occupation iranienne » – un concept réactionnaire et confessionnel. Par contre, les centaines de milliers de personnes, qui sont descendues plusieurs fois dans les rues en Irak contre l'occupation du pays, ont montré qu'on peut construire un mouvement d'opposition de masse plus efficace encore que l'action armée clandestine qui, par définition, induit une certaine passivité dans la population.

Selon l'historien Samir Kassir, assassiné en 2005, « le malheur arabe » réside dans l'achèvement manqué de la modernité. Comment évaluez-vous ce qu'on

appelle le « Printemps libanais », le mouvement qui a conduit des centaines de milliers de personnes dans la rue à Beyrouth, au nom du pluralisme culturel et politique ?

Il s'est agi d'un phénomène contradictoire, qui a vu converger la rébellion contre l'intolérable comportement de l'armée syrienne et l'attitude anti-syrienne de fractions politiques et confessionnelles qui ont fini par s'accommoder avec la politique impérialiste. Par opposition à la Syrie – en oubliant que le Liban est un morceau d'Orient – une fraction de la gauche a fréquenté des personnages ultra-réactionnaires, elle a perdu ses repères et étouffé les espoirs suscités par le mouvement de masse dans un premier temps.

Au Liban, comme dans le reste de la région, les idées laïques et de gauche ont été renversées par le double échec du nationalisme, d'une part, et de l'Union Soviétique de l'autre, par l'écroulement de la crédibilité des idéaux du communisme et du marxisme.

Aujourd'hui, contrairement à ce qu'ont pu prétendre des analystes comme Gilles Kepel, l'intégrisme islamique reste l'expression dominante de la contestation sociale et politique dans presque l'ensemble du monde musulman. Il est tellement fort que l'espace pour le développement d'un autre type d'alternative est vraiment exigu. C'est une partie du monde où il n'y a pas de mouvement ouvrier organisé, le mouvement ouvrier ayant été détruit par des gouvernements despotiques de droite ou opprimé par des dictatures nationalistes qui en ont empêché le développement autonome. En outre, dans la bataille contre le nationalisme progressiste et contre l'Union soviétique, l'impérialisme a utilisé l'intégrisme musulman. Pour que les choses changent, il faudra que ces courants – comme cela est arrivé pour le nationalisme arabe à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix – démontrent leur propre incapacité à faire face aux problèmes sur le terrain. Mais il faudrait d'autres conditions pour qu'émerge un nouveau projet de gauche, crédible aux yeux des populations.

L'intégrisme musulman, qui se présente dans ses diverses facettes comme une alternative radicale pour les masses arabes opprimées, est défini par certains comme islamo-fasciste. Etes-vous d'accord avec cette définition ?

Mon ouvrage *Le Choc des barbaries* contient à ce sujet un chapitre intitulé « ni fascisme, ni progressisme ». Certaines franges de l'intégrisme présentent des traits communs avec le fascisme, né en Europe entre les deux guerres mondiales : la base sociale, en partie constituée par la petite bourgeoisie, et surtout le caractère rétrograde, au sens précis du terme, c'est-à-dire la volonté – comme disait Marx – de faire tourner la roue de l'histoire en sens inverse. Mais au-delà de cela, il y a des différences importantes.

Dans la première moitié du 20^{ème} siècle, le fascisme a été un instrument utilisé par le grand capital contre le mouvement ouvrier, alors que dans la plus grande partie des pays où se développe l'intégrisme islamique, il n'y a malheureusement aucun mouvement ouvrier en lutte. L'intégrisme islamique est l'expression dévoyée du ressentiment des populations et des masses contre la domination impérialiste étrangère, contre le despotisme politique local et aussi contre leur condition économique.

En considérant toutefois le Hamas et le Hezbollah comme des organisations fascistes, certains en arrivent à justifier le comportement des Etats-Unis et d'Israël – lesquels devraient pourtant expliquer comment il se fait qu'ils n'ont pas réagi de la même manière face à Pinochet au Chili, ou pourquoi ils ne réagissent pas ainsi, aujourd'hui, à l'égard de l'Arabie Saoudite dont le régime est bien plus réactionnaire que celui qu'ils voudraient renverser en Iran. Or il s'agit d'un phénomène de nature différente : le ressentiment d'une population qui vit une situation d'oppression insupportable. Il faudrait, bien au contraire, supprimer les causes de ce ressentiment, au lieu de bombarder et de prendre en otages les populations libanaise ou palestinienne, comme sont en train de le faire Israël et les Etats-Unis.

Pensez-vous que l'envoi de forces de l'ONU résoudra la crise libanaise ?

La paix doit être négociée avec tous les acteurs du conflit, y compris le Hezbollah, qui demande à Israël la libération de prisonniers politiques et la restitution de la dernière portion de territoire libanais occupé. Pour la communauté chiite libanaise aujourd'hui, le Hezbollah est l'équivalent de ce qu'a été l'OLP pour les Palestiniens.

De nombreux observateurs ont souligné que, contrairement à 1967, lorsqu'Israël réussit à battre trois armées arabes en 6 jours, les choses se passent aujourd'hui de manière fort différente. La résistance au Liban est soutenue par la population chiite, qu'Israël devrait exterminer pour l'emporter. C'est pour cette même raison que les forces de la majorité, au sein de la grande coalition qui constitue le gouvernement libanais, ont toujours exclu l'usage de la force. L'intervention de l'ONU ne servirait qu'au cas où elle garantirait les intérêts de tous, et non comme feuille de vigne de l'Otan.

xxx

Le Moyen-Orient en flammes

Gilbert Achcar a été interviewé par Andrew Kennedy le 1^{er} août à Londres.

Il semble clair qu'Israël n'attendait qu'un prétexte pour lancer son offensive, et que le Hetzbollah le lui a fourni. Etes-vous d'accord avec cette analyse?

L'objectif d'Israël était effectivement plus clair que celui du Hetzbollah lorsque celui-ci a monté l'opération du 12 juillet. Il semble que, comme l'a dit Hassan Nasrallah, le Hetzbollah ait préparé l'opération pendant plusieurs mois, dans le but surtout d'acquérir une monnaie d'échange pour obtenir la libération des Libanais emprisonnés en Israël. Au départ, l'enlèvement n'était pas conçu comme une réaction aux événements de Gaza - même si elle a été perçue par la population Arabe comme un geste de solidarité avec la population Palestinienne. En tout cas, le Hetzbollah ne s'attendait certainement pas à une riposte Israélienne de cette ampleur.

L'objectif d'Israël est très clair, et a été annoncé depuis le début. L'opération du 12 juillet a été saisie comme prétexte pour lancer une offensive qui avait visiblement aussi été préparée depuis longtemps. Le but était évidemment de détruire le Hetzbollah: l'armée Israélienne voulait maintenant obliger les Libanais - en poussant le pays au bord de la guerre civile - ce qu'elle n'avait pas réussi lors de son occupation du Liban.

Au début, le gouvernement Israélien a rejeté l'idée d'une force internationale, en insistant sur le fait que seule l'armée Libanaise devait se rendre dans le Sud, indiquant ainsi que c'était aux Libanais de désarmer le Hetzbollah. La stratégie d'Israël était d'une part de frapper directement le Hetzbollah et d'autre part de prendre en otage toute la population Libanaise pour obtenir ce qu'il voulait de la part du gouvernement Libanais. Comme les militaires Israéliens n'ont pas réussi à porter un coup décisif au Hetzbollah et qu'ils ont, pour le moment, échoué politiquement à diviser la population Libanaise, ils se sont rabattus sur un objectif de rechange: le déploiement de forces européennes de l'OTAN au Sud Liban, avec ou sans la feuille de vigne des Nations Unies.

Quels sont les principaux acteurs de ce conflit? S'agit-il d'une guerre des US menée par procuration? Dans quelle mesure cela coïncide-t-il avec les intérêts et les objectifs propres d'Israël?

La coïncidence des objectifs des gouvernements d'Israël et des US n'ont jamais été aussi visibles historiquement que depuis 2001, lorsque George W. Bush est arrivé au pouvoir aux US, et Sharon en Israël. Le degré de collusion entre les deux pays n'a jamais été aussi apparent. Jamais auparavant les US n'avaient soutenu de manière aussi ouverte une agression Israélienne. L'armée Israélienne fait le travail militaire, alors que les US font le travail sur le plan diplomatique, en bloquant les résolutions pour un cessez-le-feu et accordant ainsi à Israël le temps d'atteindre ses objectifs sur le plan militaire, tout en lui fournissant les armes nécessaires. Les conditions US pour un cessez-le-feu sont identiques à celles définies par les Israéliens, et sont faites en concertation avec ces derniers. Comme le dit Washington, ceci fait partie de la "guerre contre le terrorisme" de l'administration Bush. L'offensive Israélienne s'inscrit dans la poussée guerrière lancée depuis

9/11 dans cette partie du monde, dont le sous-sol contient les deux tiers des ressources pétrolières mondiales.

De l'autre côté de la barrière, l'alliance US/Israël et sa lutte contre le Hetzbollah vise l'Iran et l'alliance qu'elle dirige dans la région. Cette alliance regroupe les forces chiïtes en Irak et le régime Syrien et attire aussi les Sunnites fondamentalistes comme le Hamas et les Frères Musulmans en Egypte, qui ont soutenu le Hetzbollah dans cette crise. Il y a donc deux conflits qui sont interconnectés dans cette guerre - d'une part l'agression Israélienne contre le Hetzbollah et le Liban et d'autre part la campagne US contre l'Iran. Le Conseil de Sécurité vient d'adopter une résolution soutenue par les US sur la question du programme nucléaire Iranien, ce qui imprudent au vu du fait que ce même Conseil n'a pas encore appelé à un cessez-le-feu du massacre de masse d'Israël au Liban.

Quel rôle joue la France dans cette situation?

La position française a évolué. En 2004, aux Nations Unies, Jacques Chirac a proposé aux US un front commun contre les forces Syriennes au Liban. Leurs principaux intérêts convergeaient, contrairement à ce qui s'était passé pour l'Irak. Dans le cas présent, les Français sont surtout intéressés à l'argent Saoudien. Il y a juste quelques jours, ils ont signé un important contrat pour la vente d'armes au royaume Saoudien. L'amitié de Chirac avec les Hariri, père et fils, s'intègre très bien dans ce contexte, car, comme tout le monde le sait, le clan Hariri est étroitement lié aux Saoudiens. Donc, lorsque Hariri, et derrière lui les Saoudiens, se sont entrés en conflit avec la Syrie, la France a proposé son aide à Washington pour promouvoir aux Nations Unies la résolution 1559, qui appelait à un retrait des forces Syriennes du Liban et au désarmement des groupes armés non gouvernementaux dans ce pays - ce qui visait évidemment le Hetzbollah et les camps de réfugiés Palestiniens. Ainsi, depuis 2004, la France a travaillé en étroite collaboration avec les US en ce qui concerne le Liban.

Mais cette dernière offensive a provoqué des fissures dans cette alliance. Au début les Saoudiens ont dénoncé le Hetzbollah, mais lorsque l'agression israélienne est devenue plus ouvertement brutale et meurtrière et a frappé l'opinion publique Arabe, les Saoudiens, les Egyptiens et les Jordaniens, tous les clients Arabes de Washington, ont dû modifier leur position et ont signifié à Washington que ses amis Israéliens étaient en train de tout gâter, portant la situation à un point d'ébullition assez dangereux, et qu'il était temps de stopper cela. La crise devient de plus en plus dangereuse pour la stabilité de l'ensemble des régimes pro-US - par exemple, en Egypte les Frères Musulmans sont en train de capitaliser cette situation.

Depuis lors, Chirac a conservé une position intermédiaire - il a penché plutôt en faveur des Saoudiens lorsqu'il a appelé à un cessez-le-feu immédiat et pour la présence de troupes internationales basées sur un accord politique.

Dans votre interview du 15 juillet a Liberazione, vous avez dit que l'action militaire Israélienne allait radicaliser la population Libanaise contre Israël plutôt que contre le Hetzbollah. Cela se confirme-t-il?

Oui, et bien au-delà de mes prédictions. La brutalité même de l'agression Israélienne s'avère contreproductive pour les objectifs des Israéliens, et elle est en train d'unir le Liban dans une résistance contre l'offensive Israélienne. L'agression Israélienne a été si meurtrière, si aveugle, que la majorité de Libanais ont tiré les mêmes conclusions: tout d'abord, que l'offensive Israélienne a été préparée depuis longtemps, et que donc toute la discussion concernant l'opération du 12 juillet n'est pas pertinente, puisqu'elle a clairement été utilisée comme prétexte. Deuxièmement, qu'Israël ne vise pas que le Hetzbollah ni même que les seuls chiïtes, mais la population entière. Le pays tout entier est tenu en otage, et toute l'économie est détruite. Il est vrai que ce sont surtout des chiïtes qui ont été tués dans l'offensive - probablement plus de 1'000, si l'on tient compte de ceux qui se trouvent encore sous les décombres. Mais en termes

de vies affectées, appauvries et ruinées, un très grand nombre de Libanais sont touchés, et Israël est clairement perçu comme l'ennemi de l'ensemble du peuple Libanais. Au niveau plus général de la région, la haine envers Israël et les US atteignent de nouveaux sommets. Tout ceci entraînera sans doute le développement d'organisations terroristes du genre Al-Quaida. Je crains que ce que nous avons vu jusqu'à maintenant le 11/9, le 7/7 et à Madrid ne font qu'annoncer d'autres horreurs à venir qui affecteront les populations civiles en Occident.

Est-ce que la gauche Libanaise a pu jouer un rôle pour façonner en donnant une forme politique à cette vague nationale de colère et de défi, ou est-elle trop marginalisée?

Le Parti Communiste Libanais (PCL) n'est plus qu'une ombre de ce qu'il était dans les années 70 et 80. C'était l'un des partis communistes les plus importants du monde Arabe par rapport à la taille du pays, et il a été l'un des principaux acteurs de la guerre civile de 1975-1990. Le PCL a été le premier à lancer des attaques contre l'occupation Israélienne de 1982, après l'installation de l'occupation, au nom de la "résistance nationale". Ce n'est que plus tard que sont apparus la "résistance Islamique" et le Hetzbollah. Le Hetzbollah a traité le PCL comme un rival, puisque la base sociale de ce dernier était parmi la population chiite du Sud Liban, qui est aussi le bastion du Hetzbollah. Le Hetzbollah s'est construit en partie dans une lutte victorieuse pour la suprématie contre le PCL au sein de cette population. Dans cette lutte, il a reçu un soutien important de la part du régime Iranien et a bénéficié de la vague de fond de fondamentalisme islamique qui a joué un rôle idéologique dominant dans la région depuis les années 1970, alors que le PCL manquait d'audace politique et était profondément affecté par la crise qui se développait dans l'Union Soviétique. Dans les années 1990, le PCL lui-même est entré dans une crise profonde, avec des scissions et une fragmentation. Ce qui reste n'est pas totalement invisible, mais n'est plus en mesure de jouer un rôle important - malheureusement, car il s'agit du principal groupement de gauche dans le pays. Ainsi, le Liban n'est pas une exception à la règle générale de la région: la défaite historique des forces nationalistes et l'échec de la gauche ont créé un vide qui a été occupé par des fondamentalistes islamiques.

Certains, dans la gauche Britannique, auraient aimé croire que le Hetzbollah est capable d'évoluer vers la gauche. S'agit-il d'une pure fantaisie?

Fondamentalement, oui. Même un groupe plébéen comme l'organisation de Moktada-al-Sadr en Irak est plus menaçant sur le plan social pour la bourgeoisie que le Hetzbollah. Celui-ci est évidemment radical dans son opposition à Israël, comme les autres forces fondamentalistes islamiques liées à l'Iran, mais sur le plan de la politique Libanaise, le Hetzbollah est entièrement intégré dans le système. Il a deux ministres dans un gouvernement qui est dominé par des clients des US conduits par le clan Hariri, et s'allie à des personnages assez réactionnaires. Il est vrai qu'il organise des services sociaux, mais seulement comme le font les églises ou les organisations caritatives - ils ne représentent aucune menace sociale pour l'ordre bourgeois. Il n'y a d'ailleurs pas de marge pour cela, étant donné l'idéologie du Hetzbollah, sa structure, ses liens étroits avec l'Iran et avec la Syrie. La structure sociale de l'Iran, qui est le modèle de société et d'Etat du Hetzbollah, est tout à fait bourgeoise. Malgré les invectives populistes proférées par Ahmadinejad (le président Iranien) l'année dernière dans sa bataille électorale pour la présidence contre le capitaliste Rafsajani, celles-ci ne se traduisent nullement par des mesures sociales concrètes. Dans ce domaine, le Venezuela de Chavez est un état beaucoup plus progressiste. L'Iran n'est pas un équivalent Musulman du Venezuela. De tels équivalents existaient au Moyen Orient pendant les années 60, mais c'est précisément de leur défaite qu'a pu se développer le fondamentalisme Islamique.

Ben Gurion avait l'idée que les frontières d'Israël devaient correspondre à des limites naturelles - le fleuve Litani dans le Nord et le Jourdain à l'Est. Est-ce là ce qui lie les attaques au Liban et contre les Palestiniens?

Les projets d'un Grand Israël sont obsolètes et l'ont été depuis très longtemps. Les roquettes du Hetzbollah sont une preuve supplémentaire que les "frontières naturelles" ne signifient pas grand' chose. Même après son invasion du Liban en 1982, Israël n'a pas pu conserver longtemps sous son contrôle direct les territoires nouvellement conquis. Ce sont des régions montagneuses qui se prêtent bien à la lutte de guérilla, et la population Libanaise a subi un entraînement militaire durant plusieurs années de guerre civile. D'où la grande prudence observée par les troupes Israéliennes qui ont pénétré au Sud Liban après le 12 juillet. Les forces Israéliennes n'ont pris que trois villages durant les deux premières semaines, et cela à un coût relativement élevé à cause de la résistance acharnée qu'elles ont rencontré. La petite ville de Bint Jubail a été démolie après que les forces Israéliennes ont échoué à la contrôler. Les Israéliens ont donc de bonnes raisons de répéter qu'ils ne veulent pas occuper à nouveau le Sud Liban.

En Palestine, lorsque le coût de garder le contrôle sur les territoires habités par des Palestiniens est devenu trop important, après la première Intifada de 1987-88, Israël a fini par renoncer à ce contrôle direct. Mais il compte maintenir l'essentiel de ses colonies sur la rive occidentale du Jourdain et à exercer un contrôle direct sur les régions frontalières entre les régions à population Palestinienne et les pays voisins, que ce soit la frontière de Gaza avec l'Egypte ou les territoires le long du Jourdain qui isolent sa rive occidentale de la Jordanie.

Israël est-il plus vulnérable maintenant?

Cette question est liée à un point évoqué depuis longtemps par les critiques Juifs du Sionisme. Au lieu de devenir le sanctuaire pour les Juifs du monde promis par les Sionistes, Israël est en train de devenir un piège mortel pour ses habitants Juifs. Le vieil avertissement des Juifs anti-sionistes se réalise de plus en plus à cause de l'évolution des techniques et armes de destruction. Israël est en train d'exposer sa propre population à des risques énormes. La manière impitoyable et barbare dont Israël traite les Palestiniens et les Libanais nourrit la haine contre lui dans toute la région. Cela aura certainement pour conséquence que beaucoup de gens auront envie d'infliger aux Israéliens des dommages les plus douloureux possibles, à côté desquels ceux occasionnés par les Katyusha du Hetzbollah paraîtront bénins. Dans le conflit actuel, il faut en moyenne environ 50 roquettes du Hetzbollah pour tuer un Israélien. Mais qu'en serait-il si on développait des armes capables d'infliger de la destruction de masse en Israël? C'est ce qu'Israël est en train d'inciter contre lui. Zawahiri, le numéro deux de Ben Laden, a fait une déclaration appelant à des frappes sur Israël, comme s'il voulait faire de la concurrence au Hetzbollah. Actuellement, Israël est en train d'infliger un terrible cauchemar aux Libanais, comme il a infligé un cauchemar permanent aux Palestiniens, mais il est également en train de préparer un terrible cauchemar pour son propre peuple.

Quelles sont les perspectives pour construire une nouvelle gauche socialiste Arabe? Que peuvent faire ceux qui se réclament du socialisme et les anti-impérialistes?

Dans le monde Arabe actuel il y a très peu de marge pour construire une gauche socialiste, et la gauche est isolée sur le plan idéologique. Néanmoins il faudrait un effort permanent pour reconstruire une gauche socialiste, et cela ne peut être accompli en se mettant à la traîne du fondamentalisme islamique. Les militants de gauche ne devraient pas, comme le font certaines sections, laisser les fondamentalistes occuper seuls le terrain de la lutte contre l'impérialisme et contre l'état sioniste. Mais il est clair qu'ils ne pourront lutter à armes également avec les forces religieuses dans un proche avenir. Il existe pourtant d'autres secteurs où les fondamentalistes ne sont pas des concurrents - lorsqu'ils ne sont pas des adversaires - : dans la lutte pour les droits des travailleurs et des paysans, des chômeurs, des femmes; la lutte contre l'oppression sexuelle, la lutte pour la laïcité, pour la liberté de conscience et la liberté des règles religieuses dans la vie sociale, etc. Ce sont-là des questions sur lesquelles la gauche du monde Arabe devrait mener une campagne intense - mais sans s'attendre à des victoires dans le proche avenir, pour éviter de se laisser gagner par la démoralisation.

La gauche internationale peut contribuer à la construction d'une nouvelle gauche socialiste dans les régions Arabes. Même si l'Amérique Latine est éloignée, le tournant à gauche qui s'ébauche là-bas peut fournir de l'inspiration. Mais la principale influence sur le développement d'un courant socialiste au Moyen-Orient viendra de l'Europe, où il reste une gauche socialiste significative. Le mouvement anti-guerre dans les pays Occidentaux a été très important pour transmettre au public Arabe qu'il ne s'agit pas d'un conflit de civilisations ou de religions, mais d'une guerre impérialiste menée pour défendre les intérêts capitalistes, et combattue en tant que telle par les mouvements sociaux occidentaux. La progression du mouvement social en Europe ne peut qu'avoir des effets bénéfiques pour le Moyen-Orient. Pour cela il est également d'importance cruciale pour le mouvement socialiste Européen de se tenir à l'avant-garde du combat contre l'islamophobie, pour saper la propagande fondamentaliste Islamique qui se nourrit de cette même islamophobie.

xxx

Nous publions ci-dessous une traduction d'un article de Bill Blum du 13 juillet, placé sur le site Z-Net. Il reflète le travail de contre-information et d'explication fait aux Etats-Unis. Sa conclusion, sous forme de métaphore, peut, certes, susciter une discussion. Ce qui est aussi un des objectifs de notre bulletin. Au-delà des décomptes quotidiens macabres, l'article essaie de donner une image d'ensemble de la situation que vivent les Irakiens suite aux bombardements, l'invasion, le changement de régime et l'occupation des US et de ses alliés depuis 2003.

Le système d'éducation est effondré. Une étude effectuée par l'ONU en 2005 a révélé que 84% des établissements d'éducation supérieure ont été détruits, endommagés et pillés. En outre, des milliers d'intellectuels ont fui à l'étranger ou ont été mystérieusement kidnappés ou assassinés.

Le système de santé s'est effondré et il y a eu de graves atteintes à la santé publique. Le réseau d'hôpitaux et de centres de santé qui faisaient l'admiration du Moyen-Orient, a été sévèrement endommagé par la guerre et les pillages. Des maladies mortelles, dont la typhoïde et la tuberculose, se répandent.

Une étude de l'ONU révèle que 400'000 enfants Irakiens souffrent de déficiences protéiniques dangereuses. Douze ans de sanctions imposées par les US avaient déjà provoqué une forte augmentation des décès dus à la malnutrition et à de maladies qu'on aurait pu prévenir, en particulier parmi les enfants. Cette augmentation se poursuit à mesure que la pauvreté et le chaos rendent encore plus difficile l'accès à une nutrition équilibrée et à des médicaments.

Des milliers d'Irakiens, dont la plupart des civils et beaucoup d'enfants, ont perdu un bras ou une jambe suite à des explosions de bombes à fragmentation et des mines antipersonnel.

Les particules d'uranium appauvri dégagées par les projectiles US imprègnent l'air, infectent l'eau, le sol, le sang, les gènes, et provoquent des malformations chez les enfants à naître. Sans parler, bien sûr, du napalm et du phosphore blanc.

Des militaires américains ont attaqué des hôpitaux pour éviter qu'ils ne révèlent le nombre de morts et de blessés suite à des attaques US, de peur qu'ils ne contredisent les chiffres officiels.

Les forces US ont pénétré dans de nombreux foyers, enlevant les hommes, humiliant les femmes et traumatisant les enfants. Les familles ont fréquemment dénoncé le fait que les soldats américains leur ont dérobé de l'argent et d'autres biens.

Le précieux héritage culturel et historique du pays a été détruit et pillé pendant que les forces militaires US protégeaient les installations pétrolières.

En dehors de la sphère politique, le système légal Irakien, laïc, était autrefois un des mieux organisés du Moyen-Orient. Il est maintenant en ruines, et de plus en plus souvent c'est la loi religieuse qui s'impose.

Les droits dont jouissaient autrefois les femmes sont de plus en plus menacés par la loi islamique. La classe dominante chiite tolère que des femmes soient agressées pour avoir montré un bras nu ou pour avoir mangé en public avec un ami.

Le trafic du sexe, très rare autrefois, devient un problème sérieux.

Les Juifs, les Chrétiens et d'autres non Musulmans ont perdu la sécurité dont ils jouissaient dans la société laïque de Saddam, beaucoup d'entre eux ont émigré.

Un goulag de prisons gérées par les US et par le nouveau gouvernement irakien pratiquent une large palette de tortures et d'abus - physiques, psychologiques, émotionnels; douloureux, dégradants, humiliants - un désastre dans le domaine des droits humains.

Plus de 50'000 irakiens ont été emprisonnés par les forces US depuis l'invasion, mais seulement une toute petite proportion a été condamné pour un crime.

Les autorités ont recruté des membres des services de sécurité de Saddam Hussein pour récolter des informations et pour combattre la résistance.

Le chômage est estimé à environ 50%. Les autorités d'occupation US avaient initié ce mouvement en licenciant massivement de centaines de milliers d'employés du gouvernement Baas et de soldats. Plus tard, beaucoup d'entre eux, ayant terriblement besoin d'un travail, ont repris des emplois contaminés par le lien avec les occupants, et se mettant ainsi en danger d'être assassinés.

Le coût de la vie a augmenté de manière exponentielle, alors que les revenus s'effondraient.

Les Kurdes d'Irak du Nord expulsent les Arabes de leurs maisons, ailleurs dans le pays, ce sont les Arabes qui expulsent les Kurdes.

Beaucoup de gens ont été expulsés de leur maison parce qu'ils appartenaient au Baas. Les troupes US ont participé à certaines de ces expulsions. Ils ont aussi détruit des foyers lorsqu'ils étaient furieux de la mort d'un de leurs camarades.

Lorsque les troupes US ne trouvent pas ce qu'elles cherchent, elles prennent ce qu'ils trouvent: des épouses ont été détenues jusqu'à ce que le mari se rende. Alors que les punitions collectives de civils sont interdites par les Conventions de Genève.

Les bombardements continuels de quartiers ont détruit un nombre incalculable de maisons, de lieux de travail, de mosquées, de routes et de toutes les infrastructures permettant une vie civilisée.

Les fournitures d'eau et le système d'égouts ainsi que d'autres éléments de l'infrastructure ont été volontairement détruits par les bombardements US durant la première guerre du Golfe. En 2003, les Irakiens avaient réussi à en réparer une grande partie, avant que les bombardements ne recommencent... Ces infrastructures n'ont en général pas atteint les niveaux d'avant l'invasion, ce qui rend la vie difficile et périlleuse par des températures atteignant plus de 45°. En outre, les gens doivent attendre toute la journée dans la chaleur pour acheter de l'essence, car la production de pétrole, principale source de revenu du pays, a atteint moins de la moitié de son niveau antérieur.

Haditha, Falloujah, Samarra, Ramadi... des noms qui seront désormais associés à l'infamie de la destruction gratuite, le meurtre et les agressions contre des êtres humains et contre des droits humains perpétrés dans ces lieux par les forces US.

La guerre civile, les escadrons de la mort, des enlèvements, des voitures piégées, des viols, chaque jour et jour après jour... L'Irak est devenu l'endroit le plus dangereux de la planète. Des soldats US et des compagnies de sécurité privées tuent régulièrement des gens et laissent les cadavres sur les routes. Les forces militaires et la police irakiennes, entraînées par les US, tuent encore davantage, tout comme les insurgés. Toute une génération est en train de grandir dans un contexte de violence et d'éthique sectaires, ce qui va empoisonner l'âme irakienne durant de nombreuses années.

Les agents de renseignement et la police militaire US remettent souvent en liberté de dangereux criminels en échange de promesses d'espionner sur les insurgés.

Les forces US ont tiré à plusieurs reprises sur des protestataires de tout genre.

A plusieurs reprises, les forces US ont tué, blessé et emprisonné des journalistes de la chaîne Al Jazirah. Après avoir bouclé leurs bureaux, ils les ont banni de certaines régions parce que les nouvelles diffusées par cette chaîne ne convenaient pas aux autorités d'occupation. Des journaux ont été fermés à cause de ce qu'ils imprimaient. Le Pentagone a planté des articles payés dans la presse irakienne à des fins de propagande.

Mais il y a une liberté qui s'est effectivement épanouie: celle des grandes multinationales qui peuvent prélever tout ce qu'elles veulent des ressources et du travail de l'Irak sans être inquiétées par des lois d'intérêt public, des réglementations de protection de l'environnement ou de lois sur le travail. Haliburton et d'autres entreprises occidentales ont pu bénéficier des privatisations, de la dérégulation et du laissez-faire. La plupart des entreprises irakiennes ont été fermées, alors qu'elles ne manquaient pas de pas de compétences, comme l'ont montré les efforts de reconstruction des infrastructures suite aux bombardements US de 1991.

Il serait donc difficile de trouver un seul domaine de la vie en Irak qui se serait amélioré suite aux actes Américains. Pourtant, lorsqu'un de mes interlocuteurs est provisoirement à bout d'argument pour défendre la politique US Irak il ajoutera tout de même:

"Mais dites-moi: vous êtes tout de même content que Saddam Hussein ait été renversé?"

Ma réponse sera : Non - c'est un peu comme si vous alliez à l'hôpital pour un problème de genou et que par erreur le chirurgien amputait votre jambe. Quelle serait votre réponse si quelqu'un vous demandait ensuite "Mais, vous n'êtes pas content de vous être débarrassé de votre problème de genou?"

Le peuple irakien n'a plus de problème Saddam. Et il y avait des Irakiens qui le soutenaient.

xxx

Haditha est une ville qui se trouve dans la province d'Anbar, à quelque 240 kilomètres au nord-ouest de Bagdad sur l'Euphrate. Tout près de cette ville se trouve l'un des plus grands barrages hydroélectriques de l'Irak, ce qui donne à cette ville une importance particulière. C'est une ville d'environ 90'000 habitants en majorité sunnite. Elle a été et est un des lieux de "résistance". En mai 2005, une vaste opération militaire a été menée contre sous le nom de Operation New Market.

En août 2005, les troupes américaines furent fortement accrochées et subirent des pertes importantes. De fait, fin 2005 et début 2006, la ville semble avoir été aux mains des dits insurgés.

Le massacre de civils est intervenu en novembre 2005, après la mort provoqué par une bombe placée sur la route, du caporal Miguel Terrazas. L'enquête menée par l'armée, suite à une campagne de dénonciation, aboutit à ce que la version du "massacre de sang froid" commence à être reconnu. Mais une plainte est déposée, en ce mois d'août 2006, par un ou des militaires américains contre d'un

membre du Congrès (John.P Murtha- Démocrate) qui a utilisé la formule "tuer de sang froid" dans le cadre de la Commission d'enquête.

xxx

La propagande et Haditha

Dahr Jamail et Jeff Pflueger 9 juin 2006, article traduit par Jean-Marie Flémal, (site agircontrelaguerre.free.fr/)

« *En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être assistée d'une garde de corps de mensonges.* » Winston Churchill, Premier ministre britannique durant la Seconde Guerre mondiale.

On peut parler de propagande lorsque les médias traditionnels occidentaux tentent d'influencer l'opinion publique en faveur de la guerre en Irak en tripotant la vérité et en déformant la réalité. On doit s'y attendre. Et il convient de reconnaître la chose pour ce qu'elle vaut. Les rares fois où les médias font leur boulot de façon responsable et informent sur des événements comme le massacre de Haditha, le 19 novembre 2005, ils doivent également être susceptibles et capables d'anticiper et, en même temps, contrer les campagnes de propagande qui suivront inévitablement. Il faut également s'attendre à ce que les membres responsables de la confrérie des médias se cramponnent à leurs armes et ne rejoignent pas les rangs des propagandistes.

Le présent article est un résumé des cinq tactiques les plus communément combinées et employées dans la gestion de crise par l'État et les médias, et auxquelles nous devons nous attendre à propos du massacre de Haditha. Reprises plus ou moins dans l'ordre chronologique de leur utilisation, ces tactiques sont : le report à date ultérieure, la distorsion des faits, le discrédit, l'orientation de la mise en vedette et le bouc émissaire. Chacune des cinq campagnes de relations publiques sera discutée ici dans le contexte du massacre de Haditha.

Le report à date ultérieure

La chaîne al-Jazeera, avec plus de 40 millions de spectateurs dans le monde arabe, est le plus gros diffuseur d'informations du Moyen-Orient. Elle a subi les assauts d'une violente campagne de propagande américaine qui a toujours cours aujourd'hui. Ses quartiers généraux, tant en Afghanistan qu'à Bagdad, ont été détruits par les forces américaines durant l'invasion de chacun des deux pays. À Bagdad, l'attaque contre ses bureaux par un avion de guerre américain a tué son correspondant Tareq Ayoub. De plus, partout en Irak, des journalistes d'al-Jazeera ont été systématiquement détenus et intimidés avant que la chaîne soit totalement bannie du pays. Voilà des actions quelque peu contradictoires pour une force occupante tentant si ostensiblement de promouvoir la démocratie et la liberté en Irak.

Le 19 novembre 2005, le jour du massacre de Haditha, al-Jazeera s'était déjà vu interdire depuis longtemps ses opérations en Irak. La station, forcée d'assurer ses reportages sur la guerre à partir d'un bureau à Doha, au Qatar, a opéré via le téléphone. Deux Irakiens ont travaillé d'arrache-pied pour couvrir l'occupation américaine de l'Irak par le biais d'un réseau élastique de contacts à travers l'Irak. Défiant les mesures extrêmes imposées par les États-Unis, al-Jazeera, grâce à ses reportages intelligents, rafla la totalité du scoop de Haditha dès l'événement, puis le transmit aux médias occidentaux et aux autres, qui se contentèrent de participer à la diffusion des informations en les reportant de près de quatre mois et, surtout, en régurgitant les communiqués militaires non vérifiés.

Deux jours après le massacre, DahrJamailiraq.com était le seul site indépendant sur Internet à transmettre le rapport d'al-Jazeera traduit en anglais (on pouvait le visionner sur MidEastWire.com moyennant une redevance).

Le présentateur principal d'al-Jazeera à Doha, au Qatar, a interviewé le journaliste Walid Khalid à Bagdad. Le rapport de Khalid, traduit par MidEastWire.com, disait ceci :

« Hier soir, une charge explosive a sauté sous un véhicule des Marines américains dans la zone d'al-Subhani, le détruisant complètement. Une demi-heure plus tard, la réaction américaine a été très brutale. Des avions américains ont bombardé quatre maisons à proximité du lieu de l'incident, provoquant la mort immédiate de cinq Irakiens. Par la suite, les troupes américaines ont fait irruption dans trois maisons toutes proches et adjacentes, où vivaient trois familles. Des sources médicales et des témoins oculaires proches de ces familles ont affirmé que les troupes américaines, en compagnie de l'armée irakienne, ont exécuté 21 personnes, c'est-à-dire trois familles, y compris neuf enfants, sept femmes et trois personnes âgées.

« Comparez ceci au reportage du massacre tel qu'il est présenté par le New York Times, le 'journal de référence' aux États-Unis. Sans aucun doute répétant servilement les communiqués de presse de l'armée, son récit du 21 novembre est rédigé comme suit : 'Le corps des Marines a déclaré dimanche que 15 civils et un Marine avaient été tués samedi lorsqu'une bombe placée en bordure de route a explosé à Haditha, à 225 km au nord-ouest de Bagdad. L'attentat à la bombe de samedi à Haditha, sur l'Euphrate, dans la province à prédominance sunnite d'Anbar, visait un convoi de Marines américains et de soldats de l'armée irakienne, a déclaré le capitaine Jeffrey S. Pool, un porte-parole des Marines. Après l'explosion, des tireurs ont ouvert le feu sur le convoi. Au moins huit rebelles ont été tués au cours de la fusillade, a ajouté le capitaine.' »

L'organisation Iraq Body Count (IBC - Décompte des morts irakiens) a immédiatement repris cette version, prouvant manifestement à quel point son décompte des victimes civiles irakiennes dues à des faits de guerre se situe nettement en dessous des chiffres réels. Faisant exclusivement référence à des échantillons provenant des médias occidentaux soucieux d'emboîter le pas à la propagande officielle, IBC peut à peine constituer une source impartiale voire fiable d'informations.

En avril 2006, sa banque de données de sources médiatiques cita une histoire d'AP et une autre de Reuters, datées du 20 novembre, ainsi qu'un article du Times, de Londres, daté, lui, du 21 mars 2006. Voilà comment IBC distilla ces histoires : « *Haditha - Fusillade entre les Marines américains et les rebelles* ». Le nombre rapporté de civils tués fut de quinze. Il est malaisé de comprendre pourquoi IBC a choisi une fois de plus de citer les mensonges américains gratuitement répétés par les médias occidentaux, plutôt que de prendre en compte la traduction en anglais déjà disponible du rapport d'al-Jazeera sur Haditha.

Le 6 juin 2006, le massacre de Haditha est mentionné par IBC dans les termes « *des famille dans leur maison et des étudiants dans une voiture qui passait* » et le nombre mentionné de victimes est de 24. On ne peut s'empêcher de se demander combien de pièces non corrigées, non vérifiées et non remises en question de la propagande militaire américaine sont reprises dans la banque de données d'IBC. Haditha pourrait n'être que la partie visible de l'iceberg.

Ce n'est que quatre mois après les événements que les médias traditionnels occidentaux se sont mis à rectifier l'histoire. Le 19 mars 2006, ce fut le Time Magazine qui « révéla » l'histoire de Haditha dans un article intitulé « *Dommages collatéraux ou massacre de civils à Haditha ?* ». Les premières sources de cet article étaient une vidéo prise par un étudiant irakien en journalisme et diffusée le lendemain du massacre, ainsi que des interviews réalisées avec des témoins. Une autre preuve éclatante de la façon dont quelques simples interviews d'Irakiens, quelques photos et une vidéo déjà disponibles peuvent rectifier considérablement les erreurs flagrantes de la représentation de l'occupation par les médias occidentaux !

Il est significatif que cette histoire « exclusive » soit venue de la même publication qui embellit sa couverture de la photo de George W. Bush en tant que « *Personnalité de l'année 2004* » pour avoir « *remodelé la réalité afin qu'elle corresponde à ses desseins* ». Cette publicité éhontée pour le plus impopulaire des présidents américains réélus de l'histoire, fait plus que confirmer le fait que le magazine a un agenda ayant moins à voir avec le journalisme responsable que ce qu'il fait pour influencer l'opinion publique. Que Time remette ses pendules à l'heure de ce qui s'est passé

quatre mois plus tôt en ce qui concerne Haditha, lorsque les preuves étaient déjà disponibles le lendemain de l'événement, ne fait que soutenir l'accusation de participation volontaire du magazine à la propagande étatique américaine. Les journalistes devraient étaler de façon agressive la vérité de ce que Time, à l'instar de la personnalité de l'année 2004 qu'il a acclamée, remodèle également la réalité afin qu'elle corresponde à ses desseins. Si les journalistes ne considèrent pas l'histoire de Time d'un œil et comme un exercice de relations publiques avant de prendre le train de Haditha en marche, eux aussi risquent de tromper la confiance du public via cette occasion stupide de participer à une campagne de gestion de crise des relations publiques.

Mais le massacre de Haditha est loin d'être la seule histoire dont les médias traditionnels occidentaux ont postposé la couverture. Le 4 mai 2004, le journaliste Dahr Jamail, l'un des auteurs du présent article, écrivait « *Telltale Signs of Torture Lead Family to Demand Answers* » (Des signes révélateurs de torture poussent une famille à exiger des réponses). L'histoire, publiée par le NewStandard, parlait d'un Irakien de 57 ans, Sadiq Zoman, qui avait été arrêté chez lui, à Kirkuk, le 21 juillet 2003, lorsque les troupes américaines avaient fait irruption dans la maison de la famille Zoman pour y chercher des armes et, apparemment, pour arrêter Zoman par la même occasion. Un bon mois plus tard, le 23 août, des soldats déposèrent Zoman, dans le coma, à l'hôpital principal de Tikrit. Son corps portait des signes manifestes de torture : des brûlures en forme de points sur la peau, des marques de coups de matraque à l'arrière de la tête, une vilaine fracture à un pouce, des brûlures à l'électricité à la plante des pieds et aux parties génitales ainsi que des marques de coups de fouet sur tout le dos.

Jamail rédigea pour la première fois cette histoire en janvier 2004 et partagea l'information avec plus d'une centaine de journaux aux États-Unis pour qu'ils en fassent état eux aussi. Les médias traditionnels américains jugèrent plus utile d'ignorer l'histoire jusqu'au moment où ils furent bien obligés de montrer d'autres photos de tortures en provenance d'Abou Ghraïb, après que le journaliste Seymour Hersh eut menacé de devancer l'émission 60 Minutes II en publiant ses documents sur la torture dans le New Yorker, fin avril 2004.

Un autre exemple de ces « informations » retardées impliquait le rapport concernant l'utilisation de phosphore blanc par l'armée américaine contre les civils de Fallujah au cours du siège de la ville, en novembre 2004. Jamail écrivit un premier article à ce propos, intitulé « *Unusual Weapons Used in Fallujah* » (des armes inhabituelles ont été utilisées à Fallujah), pour le compte d'Inter Press Service. Les médias traditionnels américains ignorèrent l'affaire jusqu'au moment où, en Grande-Bretagne, The Independent publia son reportage sur ces atrocités. Même après cela, hormis quelques rares éditoriaux qui mentionnèrent ce crime de guerre plutôt pour la forme, la plupart des principaux vecteurs d'informations s'obstinèrent dans leur silence. Ceci, malgré le fait que le Pentagone avait reconnu l'utilisation de ces armes et que des résidents de Fallujah, comme Abou Sabah en avait parlé depuis longtemps à un journaliste, disant : « *Ils utilisaient ces bombes bizarres qui dégagent un nuage de fumée comme un champignon, puis de petits fragments tombent du ciel avec de longues queues fumantes dans leur sillage.* » Il décrivait également des fragments de ces bombes, qui explosaient en longues incandescences qui brûlaient la peau si on avait le malheur de jeter de l'eau sur les brûlures.

Il existe d'innombrables autres histoires que les médias traditionnels américains ont délibérément postposées dans leurs reportages et qui pourraient très bien ne jamais atteindre le large public américain qu'elles méritent. Il est nécessaire de demander quand les médias traditionnels vont parler d'histoires comme celles qui suivent, par exemple :

19 novembre 2004 : « *As US Forces Raided a Mosque* » (Quand les forces américaines ont pris d'assaut une mosquée), Inter Press Service. Au moins quatre fidèles ont été tués et vingt autres blessés durant la prière du vendredi, lorsque les troupes américaines et irakiennes ont fait irruption dans la mosquée Abou Hanifa à Bagdad.

19 avril 2004 : « *US Troops Raid Abu Hanifa Mosque, Destroy Fallujah Relief Goods* » (Les troupes américaines envahissent la mosquée Abou Hanifa et détruisent les marchandises destinées à secourir Fallujah), The NewStandard News. Des chars et des véhicules Humvee ont été utilisés pour défoncer les portes d'une mosquée au beau milieu de la nuit. Des stocks de vivres destinés à secourir Fallujah ont été détruits, les fidèles ont été terrorisés, des coups de feu ont été tirés et on a profané des exemplaires du saint Coran.

13 décembre 2004 : « *US Military Obstructing Medical Care* » (Les troupes américaines entravent les soins médicaux), Inter Press Service. L'armée américaine a empêché la fourniture de soins médicaux dans plusieurs cas et a régulièrement fait irruption dans des hôpitaux en Irak.

23 avril 2004 : « *Fallujah Residents Report US Forces Engaged in Collective Punishment* » (des habitants de Fallujah rapportent que les troupes américaines se livrent à des punitions collectives), The NewStandard News. Malgré ce que les Marines ont appelé un « cessez-le-feu » à Fallujah, des réfugiés capturés hors de la ville, ainsi que les habitants de Fallujah toujours en état de siège, ont dû continuer à affronter des mesures de punitions collectives de la part des troupes américaines.

3 janvier 2004 : « *US Military Terrorism and Collective Punishment in Iraq* » (terrorisme et punitions collectives de la part de l'armée américaine en Irak). Des mortiers ont bombardé la maison et les terres d'un fermier à al-Dora, près de Bagdad. Comme Jamail l'a rapporté sur le weblog susmentionné à l'époque, les habitants du lieu ont déclaré : « *Nous ne savons pas pourquoi ils bombardent notre maison et nos champs. Nous n'avons jamais résisté aux Américains. Il y a des combattants étrangers qui sont passés par ici et je pense que ce sont eux qu'ils cherchent. Mais pourquoi est-ce nous qu'ils bombardent ?* » Quand on a demandé au fermier ce qui s'était passé quand il a demandé aux Américains d'enlever les obus de mortier qui n'avaient pas explosé, il a répondu : « *Nous le leur avons demandé une première fois et ils ont dit : 'OK, on va s'occuper de l'affaire.' Mais ils ne sont jamais venus. Nous le leur avons demandé une seconde fois et ils nous ont dit qu'ils ne les enlèveraient pas tant que nous ne leur aurions pas livré un combattant de la résistance. Ils nous ont dit : 'Si vous ne voulez pas nous livrer un combattant de la résistance, nous ne viendrons pas dégager les obus.'* » L'homme a levé les bras au ciel et a dit : « *Mais nous ne connaissons même pas de combattants de la résistance !* »

18 novembre 2004 : « *Media Repression in 'Liberated' Land* » (Répression contre les médias dans les territoires 'libérés'), Inter Press Service. De plus en plus, des journalistes sont emprisonnés et menacés par le gouvernement intérimaire installé par les Américains en Irak. Les médias furent particulièrement empêchés de couvrir les horribles événements récents de Fallujah. Les « Cent Ordonnances » édictées par l'ancien administrateur américain en Irak, L. Paul Bremer, comprenaient l'Ordonnance 65, passée le 20 mars 2004, en vue d'instaurer une commission irakienne des communications et des médias. Cette commission a le pouvoir de contrôler les médias parce qu'elle détient le contrôle complet sur les licences et réglementations relatives aux services de télécommunications, diffusion, information et sur toutes les autres institutions médiatiques. Dans les jours de la « transmission » du pouvoir à un gouvernement intérimaire irakien, en juin 2004, le bureau d'al-Jazeera à Bagdad a été « envahi » et fermé par les forces de sécurité opérant sur ordre du gouvernement intérimaire. Le réseau a d'abord été frappé d'un mois d'interdiction de reportage à partir de l'Irak et la sanction, par la suite, a été prolongée « indéfiniment ». La commission médiatique a ordonné à toutes les organisations diffusant des informations de « s'en tenir de très près à la ligne du gouvernement quant à l'offensive dirigée par les Américains contre Fallujah, sinon elles s'exposaient à des actions en justice ».

14 février 2005 : « *Media Held Guilty of Deception* » (Des médias reconnus coupables de supercherie), Inter Press Service. Un tribunal populaire a reconnu de nombreux médias occidentaux coupables de ou d'incitation à la violence et à la désinformation de leur public dans leurs comptes rendus sur l'Irak. Le panel de juges lors de la session romaine du Tribunal international sur l'Irak (TII), une initiative populaire internationale cherchant à déterrer la vérité sur

la guerre et l'occupation de l'Irak, a accusé les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne d'empêcher les journalistes d'accomplir leur tâche et de produire à l'échelle internationale des mensonges et de la désinformation.

La distorsion des faits

Une fois qu'une histoire préjudiciable (la plupart du temps après avoir longuement reportée) frappe la conscience des médias traditionnels occidentaux, des histoires concurrentes peuvent être elles aussi diffusées histoire de détourner l'attention ou de réduire la portée de la principale information. Le traitement de l'histoire de Haditha par les médias traditionnels occidentaux a été géré de la même manière.

Par exemple, le 1er juin 2006, la BBC a diffusé une histoire retraçant un « massacre » supposé à Ishaqi, le 15 mars 2006. Presque deux mois plus tôt, Dahr Jamail avait rapporté l'incident et avait posté des photos à ce sujet. L'histoire de la BBC était douteuse : non seulement, elle était publiée avec deux mois et demi de retard, mais le timing de sa publication était en concurrence avec un pic dans l'intérêt médiatique pour le scandale du massacre de Haditha. Dans l'intervalle, la version BBC de l'affaire d'Ishaqi en soi, quoique tragique, n'avait pourtant pas du tout l'air d'un scandale. Il ne fut pas surprenant que, le lendemain de ces « révélations fracassantes » de la BBC, ABC ait publié un article intitulé « *US Military Denies New Abuse Allegation at Ishaqi* » (L'armée américaine nie toute allégation d'exactions à Ishaqi) et rapportant que l'armée américaine avait fait une enquête à ce propos et découvert que rien ne permettait de prétendre qu'il y eût eu un massacre à Ishaqi. L'idée que la BBC pouvait « déformer » une histoire et que l'armée pouvait répondre par une enquête et un communiqué de presse à ce propos, et à temps, pour qu'ABC publie des conclusions allant dans le sens de l'innocence, et le lendemain, encore ! est incroyable, pour ne pas dire carrément ridicule. Cette série d'événements médiatiques a servi en tout premier lieu à détourner l'attention des gens de l'histoire de Haditha et à semer les graines du doute dans leur esprit quand au massacre même de Haditha. On peut s'attendre à ce que les journalistes les plus futés aient flairé la mise en scène à des kilomètres de distance !

Le 5 juin 2006, le New York Times nous abreuve de deux nouveaux détournements - l'un concernant une réclame payante sur Internet, l'autre à la une même du journal.

En cherchant sur Google à « Haditha », le 5 juin, on se faisait servir une histoire intitulée « *Disbelief Over Haditha* » (Incrédulité à propos de H.), via AdSense, sur Google. Le texte consiste essentiellement en une prose patriotique composée d'interviews de militaires du Camp Pendleton réalisées durant la Journée du Souvenir et les personnes interviewées bénéficiaient d'une audience nationale dans le New York Times ainsi que d'une occasion de faire rejaillir de la sympathie sur les soldats impliqués dans le massacre et de semer le doute sur l'affaire elle-même. Le fait que le NY Times paie pour publier cette histoire afin qu'elle soit publiée chaque fois que quelqu'un appuie sur « Haditha » sur Google et que l'histoire sert indiscutablement à semer le doute sur les événements qui se sont produits à Haditha, constitue manifestement une volonté de détournement vis-à-vis de l'action horrible que constituait le massacre en soi. Une question à poser est celle-ci : Pourquoi le New York Times ne paie-t-il pas pour promouvoir un article neutre à propos du massacre de Haditha plutôt qu'un article faisant la promotion tonitruante et exclusive du patriotisme américain et de la négation des faits ?

Mais, le même jour, le New York Times va plus loin en obscurcissant le massacre de Haditha par détournement et en semant le doute en faisant avaler tout un événement médiatique sponsorisé par l'armée américaine. Le gouvernement envoya deux reporters à bord d'un hélicoptère de l'armée vers une fosse commune qu'on avait dégagée. Le site avait manifestement été créé lorsque la police secrète de Saddam Hussein assassinait des gens impliqués dans la révolte chiite de 1991. Coïncidence, le nombre de personnes découvertes dans cette fosse est de 28, soit à peu près le même nombre de personnes prétendument tuées lors du massacre de Haditha. La raison pour laquelle le gouvernement américain envoya ces deux reporters sur le site est

manifeste. Cette histoire d'un massacre similaire des mains de Saddam Hussein détourne le public du massacre de Haditha avec, en prime, la logique erronée disant : « Eh bien, si lui l'a fait... » Le NY Times n'éprouva pas le besoin de retarder l'histoire et publia un gros titre, « *Uncovering Iraq's Horrors in Desert Graves* » (Découverte des horreurs irakiennes dans une fosse commune en plein désert) à la une, à peine deux jours après que les deux journalistes eurent été envoyés sur le site même. Après le genre de critique dirigée soulevée par le rôle que le New York Times, via les propagandistes de l'État américain et de l'armée comme Judith Miller et Thomas Friedman, a joué dans l'orchestration de la propagande de la guerre en Irak, on s'imaginerait que des journalistes de réputation pourraient faire mieux que d'accepter les révélations médiatiques sponsorisées par les États-Unis à propos de l'Irak. Les journalistes de réputation devraient en outre se demander pourquoi le New York Times continue à accepter ce genre de propagande comme s'il s'agissait d'informations, alors que, dans un même temps, il ignore des événements tels ceux au cours desquels les habitants de Fallujah creusent des fosses communes pour enterrer les milliers de morts provoqués par l'attaque américaine contre la ville, en novembre 2004.

Mais le plus gros de tous les détournements est venu le 8 juin 2006, au beau milieu des spasmes médiatiques autour de la mort présumée d'Abou Mousab al-Zarqawi. Nous pouvons déjà être certains de ce qui va figurer à la une cette semaine. La chose ridicule, là-dedans, c'est que Zarkawi lui-même est peut-être davantage un élément de la propagande américaine et une invention des médias qu'une réelle menace pour le peuple irakien, et à plus forte raison pour la sécurité des États-Unis. L'histoire de Zarqawi a servi à simplifier et à mettre un visage « al-Qaïdesque » sur ce qui est réellement une situation bien plus compliquée sur le plan de la résistance et de la montée des tensions entre sectes en Irak. Aujourd'hui, avec la mort présumée de Zarkawi telle qu'elle a été rapportée par le gouvernement américain, les médias avalent la version étatique de toute cette histoire, en dépit de toutes les supercheries dont nous avons déjà été témoins lors d'anciens coups de la propagande américaine, comme la « délivrance » de Jessica Lynch, l'histoire de Pat Tillman, inventée de toutes pièces, le déboulonnage de la statue de Saddam Hussein au square Firdos à Bagdad, et même la capture de Saddam Hussein en personne. La mort de Zarkawi va-t-elle ralentir la violente résistance en Irak ? Bien sûr que non. La mort de Zarkawi va-t-elle améliorer la situation de l'électricité, de l'eau et de l'infrastructure médicale en Irak ? Pas du tout. La mort de Zarqawi va-t-elle amener la stabilité et la sécurité au peuple irakien ? Pas davantage. Mais la mort de Zarkawi constitue-t-elle un parfait détournement du massacre de Haditha, de l'échec total de l'occupation américaine de l'Irak et du siège toujours en cours de l'armée américaine contre la ville de Ramadi ? Absolument. Et sa mort détourne vraiment à propos les médias traditionnels de devoir écrire que lorsque le Premier ministre de l'Irak a désigné le gros de son cabinet le week-end dernier, la position du vice-président Abel Abdul Mahdi, affichée voici plus d'un mois, consistait à re-désigner l'un des supporters les plus agressifs de la politique de l'administration Bush en Irak. Une politique qui inclut la réalisation d'une globalisation privée des lois irakiennes et un contrôle bien plus élevé par les compagnies américaines des livraisons de pétrole au départ de l'Irak.

Le discrédit

Peut-être la campagne de propagande la plus intéressante que nous ayons vue sur le plan du massacre de Haditha fut-elle l'effort massif et bien coordonné de la part de FOX News et des internautes de l'extrême droite de discréditer toutes les allégations de crimes de guerre qui couraient sur la totalité de l'Internet de « gauche ». Cette campagne est venue sous la forme d'un faux témoignage vidéo de Jesse MacBeth. Dans ce « témoignage » vidéo, Jesse MacBeth prétend avoir été soldat en Irak et avoir commis tout une série de crimes de guerre les plus horribles les uns que les autres. La vidéo n'a guère causé d'émoi sur le web du fait que les gens ont tout de suite mis sa véracité en doute, dans les quelques heures qui ont suivi sa publication. Pourtant, le 24 mai 2006, quelques jours à peine après la première apparition de la vidéo sur le web, FOX News y est allé de fausses vérités à propos de la vidéo, disant que c'était une « *vidéo contre la guerre* » et prétendant « *que cette chose postée sur Internet était le numéro deux des blogs les plus cliqués sur Internet au cours des dernières semaines* ». Le numéro deux des blogs

les plus cliqués ? On devrait se demander où FOX News a été capable de se procurer des données sur les blogs les plus populaires - à moins que les favoris des infos de Dick Cheney ne soient un peu plus proches encore de la NSA qu'on ne le présume. Le trafic de la comparaison de données entre divers sites web n'est certainement pas à la portée de la FOX et ne lui permet par conséquent pas d'avancer de telles affirmations. Mais cette affirmation était fautive, quoi qu'il en soit. Jesse MacBeth n'a jamais eu un blog. La vidéo fut postée sur un site à largeur de bande étroite qui n'aurait jamais pu traiter une quantité de trafic approchant celle requise pour devenir le blog numéro 2. En fait, trois jours avant le show de FOX, le site Internet enregistra publiquement 1500 visiteurs au total et la vidéo n'était pas disponible parce que le site ne pouvait satisfaire cette demande pourtant très faible. À 17 heures, deux jours avant la promotion sauvage par FOX de la vidéo de MacBeth, une recherche Google sur Jessie MacBeth révélait seulement deux obscures allusions à la vidéo, en tout et pour tout. En fait, la vidéo était extrêmement difficile à trouver où que ce soit sur le web ce jour-là, et que dire, par conséquent, des « quelques semaines » précédant l'émission de FOX. Le promotion trompeuse par FOX de cette vidéo et le discrédit semé en même temps était de la propagande délibérée pour empêcher toute prétention future ou existante de crimes de guerre, tel le massacre de Haditha, de même qu'une tentative de discréditer entièrement toute la sphère blog de la gauche et le mouvement contre la guerre. De loin, les plus grands promoteurs de la vidéo de MacBeth ont été FOX News et les internautes de l'extrême droite.

L'orientation de la mise en vedette

Quand un sujet devient trop important, et qu'il fait trop de dégâts pour qu'on puisse le contrôler efficacement, les professionnels lucides des Public Relations s'emploient à concentrer l'attention du public sur un seul aspect du sujet au sens plus large. Le public, de cette façon, perd sa vision de la forêt - le sujet le plus préjudiciable et le plus important - pour le simple arbre d'un sujet ou événement choisi et se rattachant à la question. Ce simple petit sujet doit être suffisamment susceptible d'alimenter la controverse pour attirer une importante audience mais suffisamment susceptible d'être circonscrit de façon qu'il soit possible d'en discuter les détails et que la chose ne se termine pas par une spirale incontrôlable. Nous avons déjà vu ce modèle de public relations répété à l'envi au cours de cette guerre. Des exemples comprennent les interminables débats sur les 500 prisonniers illégalement détenus à Guantanamo Bay, alors que la réalité de la question au sens plus large implique plus de 14.000 Irakiens détenus sans procès dans les prisons secrètes ou pas de l'Irak, de même que les innombrables personnes détenus dans des chambres de détention secrètes gérées par les États-Unis un peu partout en Europe de l'Est. Un autre exemple est le « scandale » de la torture à Abou Ghraïb, à propos duquel l'attention du public est concentrée sur l'humiliation sexuelle et les ébats saugrenus à propos du recours à des chiens ou à des canalisations d'eau alors qu'en fait il existe des documents sur la torture beaucoup plus violents, systématiques et très largement diffusés par les Américains mêmes.

Le massacre de Haditha devient l'élément phare du problème, plus large et plus volatile, des crimes de guerre américains en Irak. Il ne faut pas de grands efforts d'imagination pour se rendre compte que Haditha n'a rien d'un incident isolé. Les journalistes devraient œuvrer à intensifier leurs comptes rendus sur Haditha afin d'y incorporer une discussion de la question beaucoup plus vaste de la législation internationale et des crimes de guerre. Il s'agit, après tout, d'une guerre à propos de laquelle le secrétaire d'État américain à la Justice a décrit les Conventions de Genève comme étant obsolètes, une guerre où l'on a utilisé des armes chimiques contre une population civile, celle de Fallujah, où des tortures bestiales se poursuivent des mains des Américains ou de leurs marionnettes, où des détentions arbitraires d'Irakiens ont encore et toujours lieu au mépris total des lois internationales, où des hôpitaux ont été détruits et occupés intentionnellement, où l'on a utilisé des bombes à fragmentation et des fléchettes sur des populations civiles à forte densité, où des civils sont tués jour après jour, où des journalistes sont sciemment visés par les troupes américaines. Si, à propos du massacre de Haditha, nous perdons de vue la forêt pour ne plus voir que les arbres, nous risquons de participer nous-mêmes à la propagande américaine.

Le bouc émissaire

On tire des parallèles entre ce qui s'est passé à Haditha le 19 novembre 2005 et le massacre de My Lai, en 1968, durant la guerre du Vietnam, une tuerie au cours de laquelle les forces américaines avaient impitoyablement massacré 500 hommes, femmes et enfants désarmés dans un village. Les parallèles les plus directs impliqueront probablement ce qui arrive, par voie légale, aux personnes choisies par l'enquête militaire interne pour porter le blâme de ce qui s'est passé à Haditha. Dans le cas de My Lai, une longue enquête interne avait été lancée et suivie par un procès devant une cour martiale. En dépit de la nature massivement violente du massacre, des tentatives d'étouffement de l'affaire et des nombreuses personnes qui y étaient impliquées, à la fin, un seul homme, le lieutenant William Calley, passa trois années en résidence surveillée.

En voyant les feux de l'actualité branchés sur le massacre de Haditha, nous pouvons nous attendre à des mesures de contrôle des dégâts via des désignations de boucs émissaires comme cela a été fait pour My Lai et Abou Ghraïb. Comme dans le bombardement médiatique des tortures à Abou Ghraïb, l'armée ne s'embarrassera pas de loyauté vis-à-vis des militaires qui engagent leur vie au front chaque jour. L'armée sacrifiera sans sourciller ses Charles Graner et Sabrina Harman alors que ses officiers supérieurs échapperont à la responsabilité et on s'arrangera pour que l'incident semble avoir été un fait isolé. Haditha sera présenté erronément comme le crime de quelques « pommes pourries ». Vu l'étouffement massif de l'affaire par les hautes instances militaires, vu les innombrables autres crimes de guerre qui ont eu lieu en Irak et vu le paysage médiatique américain qui a participé à cette opération camouflage, les journalistes doivent faire davantage que de produire de la propagande autour des divers procès et minutes légales des boucs émissaires désignés pour payer dans le massacre de Haditha. Il y a des histoires bien plus importantes qui attendent qu'on les dévoile au cas où l'hameçon public relations proposé serait rejeté.

Conclusion : Les médias traditionnels américains sont-ils complices de crimes de guerre ?

Selon des principes établis durant les procès de Nuremberg et dans la Charte de l'Unesco, la responsabilité première des journalistes en temps de guerre est de ne pas inciter le public à la violence. Dans le cas de l'étouffement du massacre de Haditha, nous devons poser les questions que voici : Les médias traditionnels américains sont-ils complices dans l'étouffement de ce crime de guerre ? En contribuant à cacher d'innombrables événements comme le massacre de Haditha, les médias traditionnels américains incitent-ils le public à la violence en déformant la vérité à propos de la guerre en Irak ?

Déjà, des histoires émanant des médias traditionnels américains et de « journalistes » comme Judith Miller qui ont fait le jeu de la guerre par leurs mensonges, n'ont pas réussi le test de la responsabilité journalistique tel qu'établi par les procès de Nuremberg et la Charte de l'Unesco. Mais les médias traditionnels américains semblent extrêmement réticents à vouloir appliquer des réformes responsables.

Comment le New York Times peut-il se contenter de publier un compte rendu officiel non vérifié de ce qui s'est passé à Haditha, compte rendu proposé par un militaire qui a été pris à d'innombrables mensonges, telles les histoires de la mise en scène autour de Pat Hillman ou l'histoire inventée de la « libération » de Jessica Lynch ? Les médias traditionnels américains sont-ils disposés à s'inscrire en faux contre les mensonges de la propagande gouvernementale ? Ou ont-ils l'intention de continuer à aider et encourager les crimes de guerre de l'armée américaine et de son commandant en chef ?

Pour vos remarques et suggestions : <mailto:nonalaguerre@bluewin.ch>.